

Globule Rouge

PCF
FÉDÉRATION DU
PAS-DE-CALAIS 62

Journal de la santé des communistes du Pas-de-Calais

Édition avril 2017 - ispcf 62

Tempête à l'hôpital :

« Non tout ne va pas pour le mieux madame la marquise ! »



d'hospitalisation ont été supprimés en onze ans, que ce soit dans les établissements de santé en France métropolitaine ou dans les départements et régions d'outre-mer, y compris au sein du service de santé des armées.

Pourtant, tous les candidats interchangeables à la présidentielle sont d'accord là-dessus. La Le Pen, Fillon, Macron : *il faut dégraisser le Mammouth* pensent-ils. Selon les candidats, on se propose de raboter de 60 à 100 milliards d'euros la dépense publique. Les hôpitaux continueraient donc d'être fragilisés. Ils ne resteraient plus que leurs yeux pour pleurer aux agents débordés, fatigués, usés et aux usagers à se tourner vers les établissements privés où l'on pratique allégrement les dépassements d'honoraires.

Le bateau chavire violemment sous la houle déchaînée de l'austérité. Il n'y a qu'une ministre aveugle et ses idiots utiles au local qui nient encore à quel point la situation à l'hôpital devient dramatique. Les récits douloureux des agents qui n'en peuvent plus se multiplient depuis des semaines, des mois. Partout la même réalité, un manque cruel de moyens humains, **des fermetures de lits et de services qui causent un engorgement ingérable des urgences dont les consultations se sont accrues de 75 % en quinze ans.**

Ainsi, en pleine épidémie de grippe, il fallait attendre 48 heures pour pouvoir être pris en charge, sans possibilité, la plupart du temps, d'ériger de zones de quarantaine. Pis, on fait attendre dans les couloirs, tel un troupeau à l'abattoir, les usagers y compris les plus fragiles. Une honte tout simplement !

Comment un pays comme le nôtre, aussi avancé, peut-il être vaincu par une pathologie aussi banale que la grippe ? Voilà le désastre que le capitalisme et ses chiens de garde sont capables d'enfanter. Voilà comment notre civilisation recule quand le pouvoir de l'argent prend le dessus sur l'intérêt commun, humain.

Selon la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, **quelque 57 000 lits**

Pour nous les communistes, ces logiques sont non seulement inadmissibles, mais surtout suicidaires. Outre le fait que la sécurité sociale doit pouvoir prendre intégralement en charge les dépenses de santé pour tous, qu'il faut constituer un pôle public du médicament, **il faut impérativement redonner à l'hôpital public les moyens d'assurer sa mission de service public.**

C'est un véritable enjeu de civilisation. On ne le dira jamais assez, les moyens existent pour faire de la santé une priorité absolue. Le magot qu'enrangent les assurances santé (plus de 30 milliards d'euros), la défiscalisation des grands groupes, la lutte contre la fraude fiscale (60 à 80 milliards d'euros), une réforme ambitieuse de l'impôt ... Seulement faut-il vouloir servir la cause commune et pas celle des intérêts privés.

Nous serons nous, toujours du côté des personnels et des usagers, du progrès humain. **Pour nous, c'est l'humain d'abord !** Nous apportons donc notre soutien aux agents mobilisés et continuerons partout où cela est possible, à défendre un grand et beau service public de la santé.

Hervé POLY,
Secrétaire départemental du Parti Communiste

> Dossier local

Les communistes s'invitent au Centre Hospitalier de Lens



Entouré par ses collègues sénatrices communistes Annie David (Isère) et Laurence Cohen (Val de Marne), le sénateur du Pas-de-Calais Dominique Watrin a organisé un après-midi de mobilisation le 4 avril dernier aux portes du centre hospitalier de Lens. Ce qui devait être un après-midi de travail, visite et rencontres avec les salariés de l'hôpital, s'est transformé finalement en mobilisation militante. En effet, la direction de l'établissement refusant d'ouvrir ses portes à trois parlementaires (une première depuis le début de leur tour de France des hôpitaux !), une rencontre avec distribution de tracts et prise de parole s'est faite directement à l'entrée de l'établissement. L'occasion pour les militants communistes du secteur ainsi que les élus (Jean-Marc Tellier, maire d'Avion, Christian Pedowski, maire de Sallaumines, Bernard Baude, maire de Méricourt, Yves Terlat, maire d'Annay /Lens et bien d'autres) de se mobiliser largement pour sensibiliser les visiteurs et les usagers sur les dangers d'une contraction de l'offre de soins sur un territoire densément peuplé et faisant partie des bassins de santé les moins bien classés du pays.



Un accueil chaleureux a conforté cette initiative d'autant plus que le projet du nouvel hôpital, qui pourrait être remis en cause et qu'il prévoit surtout 300 lits en moins, n'a rien pour nous rassurer.

Le sénateur Watrin prendra longuement la parole pour faire un diagnostic complet de la situation et relayer les commentaires laissés par des agents et des usagers sur la pétition lancée par Jean Létouart, infirmier urgentiste du C.H.L. et maire-adjoint de la ville d'Avion. Une pétition qui aura été signée par plus de 500 personnes le week-end précédant sur le stand de la section PCF de Lens lors de la braderie lennoise du printemps.



La santé et l'hôpital doivent être une priorité et de l'avis de tous, il ne sera plus possible de continuer à faire tourner la machine dans de telles conditions. L'épuisement des agents, les fermetures de lits et de services, sont autant de menaces graves et donc sérieuses sur le devenir de l'hôpital public.

Les communistes entendent bien ne rien lâcher et seront sans relâche vigilants et mobilisés pour que nos territoires soient respectés, qu'ils soient rapidement dotés des structures et des moyens nécessaires à l'existence d'une offre de soins répondant aux besoins.



Pétition en ligne :
« Hôpital de Lens saturé : maintenant ça suffit ! »

**JE SUIS
HOPITAL DE LENS**

Signez la pétition sur CHANGE

(tapez dans un moteur de recherche « change » + hôpital de Lens ou sur Facebook : CH Lens saturé : maintenant ça suffit !)

Suicide à l'hôpital Pitié-Salpêtrière : l'horrible liste s'allonge ...



Un infirmier a mis dramatiquement fin à ses jours le 5 février dernier à l'hôpital Pitié-Salpêtrière. Il fait peu de doute que cet agent au bout du rouleau, qui a décidé de commettre l'irréparable sur son lieu de travail et en tenue, vivait un mal-être au travail devenu ingérable. C'est ce que souligne avec force le communiqué de la CGT paru juste après le drame.

« Comme tous les collègues, nous sommes frappés par le fait qu'Emmanuel soit revenu à l'hôpital pour se tuer, en dehors de ses heures de service, et en tenue de travail.

Son acte s'ajoute à plusieurs autres tragiquement similaires à l'AP-HP ces derniers mois. Les enquêtes se poursuivent sur le suicide d'un cardiologue de l'HEGP, il y a à peine un an, et soulignent un lien accablant avec la dégradation de son cadre professionnel. Il faut arrêter l'hécatombe ! Représentants du personnel, nous ne cessons de mobiliser pour s'opposer à la politique de course à la productivité et de réduction des moyens, notamment humains. Après des années de casse du service public de santé, l'Hôpital Pitié-Salpêtrière est devenu une usine à soins, une machine à broyer les agents. La dégradation des conditions de travail au jour le jour, les horaires déstructurés, la diminution des moments d'échanges humains et de fraternité dans les services, entraînent fatigue, stress, souffrance, mal-être aussi bien dans nos vies professionnelles que, en répercussion, dans nos vies familiales. Ni les alertes, ni les recommandations des instances du personnel (CHSCT, CTE) ne sont prises au sérieux par une direction au fond uniquement préoccupée de « l'efficacité » économique dictée par les lois successives de santé (T2A, HPST, loi Touraine) ».

Pique-nique de la colère au CHU de Toulouse

Suite à de nombreux dysfonctionnements organisationnels et à des pressions managériales, portant atteinte à la santé des agents et à la sécurité des soins, les personnels des services de chirurgie de l'hôpital des enfants excédés par la maltraitance et l'épuisement professionnel, ont décidé d'une action gréviste illimitée et d'un pique-nique de la colère le 27 février dernier.

Les conséquences du sous-effectif, l'absence d'évaluation de la charge de travail, engendrent des accidents du travail et des arrêts maladie à répétition et un épuisement professionnel de toute l'équipe.

Les dysfonctionnements organisationnels dus aux absences non compensées entraînent des rappels sur repos et sur congés, le non-respect des droits aux congés et de la réglementation du temps de travail. Les agents ne se sentent plus en sécurité professionnelle dans l'exercice de leurs fonctions. Un exemple de plus du ras-le-bol des agents partout en France.



CHU de Limoges : une lutte payante !



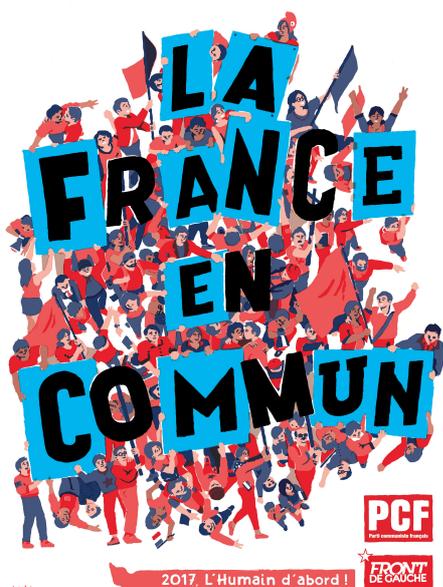
Après 5 jours de grève de la faim, de multiples et éprouvantes réunions de négociations, d'opérations coups de poing et de mobilisations collectives, la CGT et SUD ont obtenu :

-Le recrutement de 31 Équivalents Temps Plein (ETP) IDE, AS dédiés au remplacement de l'absentéisme. (1 ETP représente environ 1,8 agents) afin d'avoir 60 ETP au total pour suppléer les absences,

-L'ouverture de 10 postes supplémentaires en plus des 23 déjà obtenus collectivement,

-Le principe de la titularisation de 20% de l'effectif de contractuels par catégorie professionnelle chaque année à partir de 2018,

Les communistes à l'offensive sur les questions de santé



Dans le programme qu'il a rédigé pour les échéances de 2017, le PCF a mis le paquet sur les questions de santé. Sécurité sociale intégrale, sauvegarde et développement de l'hôpital public, voici quelques-unes des propositions qui sont les nôtres dans le domaine :

> Révision des modes de couverture et prestations prévus pour les ayants droits dans les quatre branches pour une meilleure protection sociale :

- concernant la branche maladie : reconquérir progressivement la généralisation de la prise en charge à 100 % pour tous des soins en commençant par la prise en charge immédiate à 80 % pour tous et à 100 % pour les jeunes de moins de 25 ans.

- Concernant la branche vieillesse : garantir le droit à la retraite à 60 ans à taux plein. • Concernant la branche accidents du travail : renforcer la médecine du travail en liaison avec les CHSCT pour améliorer les conditions de travail de tous.

- Concernant la branche famille : étendre les prestations familiales par la création d'une allocation pour le premier enfant pour toutes les familles et revalorisation des prestations pour le deuxième enfant, pour réaffirmer le principe d'universalité.

- Rétablir l'élection au suffrage universel des représentants des assurés sociaux dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale.

- Réformer le financement, notamment par la modulation du niveau des cotisations sociales patronales, en fonction du développement de l'emploi, de la qualification et des salaires et extension des prélèvements sociaux à tous les revenus financiers au même niveau que les cotisations sur les salaires.

> Plan de mobilisation pour la santé :

- Abrogation des lois Bachelot et Touraine.

- Suppression du numérus clausus et des quotas de formation.

- Moratoire sur les fermetures et démantèlement d'hôpitaux, réforme du financement avec suppression de la tarification à l'activité, la taxe sur les salaires, la TVA...

- Développement de centres de santé de proximité.

- Création d'un pôle public du médicament.

- Élaboration d'une loi-cadre de refondation d'une psychiatrie humaine.

- Adoption d'une nouvelle loi-cadre sur le handicap qui prenne en charge la mise en accessibilité du bâti, l'accompagnement et l'accueil à l'école publique, l'intégration professionnelle et qui prévoit un revenu de remplacement équivalent au SMIC revalorisé pour les personnes qui seraient dans l'incapacité de travailler.

- Création d'un service public de l'autonomie pour les personnes âgées conçu et organisé à partir des services publics et sociaux existants.

Je veux un grand service public de la santé / J'adhère au Parti Communiste Français

> Nom / Prénom :

> Adresse :

> Tel :

> Mail :

A retourner à Fédération PCF du Pas-de-Calais, 66 rue de la Gare BP 256 62305 LENS CEDEX